



Le journaliste d'investigation face aux manipulations des services secrets

Entretien avec Jürgen Cain Külbel

Par [Silvia Cattori](#)

Mondialisation.ca, 02 août 2007

[Réseau Voltaire](#) 2 août 2007

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

Jürgen Cain Külbel, enquêteur allemand et collaborateur du Réseau Voltaire, met en évidence, dans l'entretien accordé à Silvia Cattori, les difficultés auxquelles peut se heurter un journaliste d'investigation. Son témoignage révèle certaines pratiques utilisées par les divers pouvoirs que dérangent les enquêtes citoyennes remettant en question des « vérités » officielles.

Le Réseau Voltaire n'a pas pour habitude d'étaler dans ses colonnes les difficultés auxquelles ses collaborateurs sont confrontés. S'il a décidé de publier le témoignage de Jürgen Cain Külbel —qui n'est pas un cas isolé, mais la règle—, c'est que celui-ci s'accompagne de documents irréfutables sur l'espion Saïd Dudin.



Silvia Cattori : *Montrer avec quelle facilité l'administration états-unienne a manœuvré pour faire aboutir des résolutions porteuses de nouvelles guerres au Moyen Orient, fournir des éléments permettant de faire le lien avec le Mossad pour nombre d'assassinats immédiatement attribués à la Syrie par les médias dominants, jeter le doute sur le sérieux des enquêteurs mandatés par l'ONU, tout cela vous a attiré estime et considération auprès d'un public avide de connaître la vérité. Mais aussi l'inimitié de ceux que vos investigations dérangent. Les médias ont-ils mentionné l'existence de votre livre [Le Dossier Hariri \[1\]](#) ?*

Jürgen Cain Külbel : En Allemagne les « grands » médias ont passé sous silence —avec succès— l'existence et le contenu de mon livre. Les médias internationaux en ont fait des

comptes-rendus complets. L'édition en langue arabe a suscité un grand intérêt auprès du public de l'Orient arabe où mes recherches ont été considérées comme une étape importante pouvant conduire vers les véritables commanditaires de ce lâche attentat contre Hariri.

Silvia Cattori : *Mais, dans votre pays, outre le fait que ni les autorités ni les journaux n'ont parlé de votre contre-enquête, un journaliste du Spiegel n'a-t-il pas essayé de vous discréditer en vous accusant d'antisémitisme ?*

Jürgen Cain Külbel : Pour les autorités allemandes il n'y a qu'une vérité, à savoir : celle que le procureur Detlev Mehlis avait présentée sur la base de l'échafaudage douteux qu'il avait bâti [2]. Il a d'ailleurs reçu des mains du président de la République Horst Köhler, la Croix fédérale du Mérite [3], en récompense.

Quant au journaliste du *Spiegel* auquel vous faites allusion, il s'agit de M. Henryk M. Broder. Au début, quand il m'a traité à plusieurs reprises —vous devez savoir que j'attribue un rôle important au Mossad dans l'assassinat d'Hariri— d'« antisémite » et de « fasciste rouge », j'avais pris cela au sérieux. En fait, je n'aurais pas dû donner de l'importance à ce qu'il disait, car M. Broder fait partie de ces journalistes qui tournent au vent comme des girouettes et qui n'ont pas d'autres arguments que de crier à l'« antisémitisme » ou à l'« islamophobie ».

Silvia Cattori : *Que s'est-il passé avec le journaliste palestinien Saïd Dudin qui devait assurer la promotion de votre livre ?*

Jürgen Cain Külbel : Avant d'évoquer le rôle de Saïd Dudin, permettez-moi de vous livrer quelques extraits de documents le concernant, émanant du Ministère de la sûreté de l'État de la RDA [4]. En février 1983, il semble que les fonctionnaires de ce ministère seraient arrivés à la conclusion que Dudin pouvait travailler pour le KGB [5]. Mais, deux mois plus tard, en avril 1983, ils s'avisèrent que Dudin serait un agent de l'Allemagne de l'Ouest et/ou de la CIA et notaient que « Dudin a des possibilités d'espionnage excellentes dans l'OLP. En outre, la possibilité d'un double jeu en collaboration avec le MfS, doit absolument être considérée » [6].

Silvia Cattori : *M. Saïd Dudin ne se serait donc pas trouvé sur votre chemin par hasard !?*

Jürgen Cain Külbel : Le rapport de l'ancienne sûreté de l'État de la RDA, daté du 13 mars 1985, fournit en tous cas une information intéressante : « Il a été rendu public que Saïd a écrit, pour 30.000 DM, la thèse de doctorat pour le membre du Conseil central de OLP Mohammed Abbas (Abu Mazen). Mazen a étudié en URSS ».

C'était là, peut-être, la vraie raison qui avait conduit les Russes à demander le dossier de la Stasi sur Saïd Dudin, en 1983. M. Mahmoud Abbas était-il lui aussi, dès cette époque, introduit dans l'entourage de la CIA/Mossad, à ce que soupçonnait, ou savait, le KGB ? Il est par conséquent logique que les services secrets se soient aussi intéressés à Dudin, l'homme qui aurait probablement écrit la thèse de M.Abbas.

Hasard ? Dès que le contrat avec l'éditeur berlinois Kai Homilius a été signé, en juillet 2005, celui-ci m'a mis en contact avec Saïd Dudin, que je ne connaissais pas. Selon l'éditeur, Dudin avait des relations, disposait d'informations, et je devais absolument coopérer avec lui ! Je ne souhaite pas m'étendre davantage au sujet de la liaison entre Dudin et Homilius.



Saïd Dudin

Revenons à mes relations d'alors avec Saïd Dudin. Après quelques rencontres, je me suis aperçu que Dudin se servait essentiellement, pour la « conversation », d'une méthode que l'on appelle, en psychologie judiciaire, le « mensonge incomplet », où de fausses affirmations, se trouvent mêlées à des déclarations qui reflètent la réalité. Parce que, dans la conscience du menteur, coexistent deux événements parallèles —fiction et vérité pour ainsi dire— et le menteur court toujours le danger de laisser transparaître quelque chose. Bref, c'est de cette façon passablement écervelée, qu'il s'est entêté à vouloir connaître les informations dont je disposais touchant l'enquête sur le dossier Hariri.

Saïd Dudin séduisait avec des voyages, des apparitions à la télé, bref, par toute cette panoplie qui peut amener à la « renommée ». Comme, avec moi, rien de tout cela ne fonctionnait et que je m'éloignais de plus en plus de lui, en décembre 2005, il m'a offert de travailler pour lui comme une sorte de secrétaire particulier, bien sûr dans son appartement. Je devais réviser certains documents qui pourraient être « vendus » plus tard contre « pas mal d'argent ».

Quand il m'a dit de prendre en considération son offre —qui pouvait permettre d'améliorer « ma situation économique »— j'ai éprouvé un sentiment de répulsion. C'est pour cette raison que j'ai interrompu, par courriel, tout contact avec Dudin, le 12 décembre 2005.

Silvia Cattori : Cette expérience, est-elle révélatrice des obstacles dont peuvent être victimes les journalistes d'investigation qui enquêtent sur des thèmes « sensibles » ?

Jürgen Cain Külbel : Je ne peux parler ici que de mes propres expériences et ne voudrais rien généraliser. Je pense que des milieux bien précis s'intéressent toujours beaucoup à ces journalistes qui ont le courage d'enquêter dans des domaines politiquement « sensibles ».

Pour moi, c'était la première expérience de ce type. J'avais commencé mon enquête avec la bonne intention de rechercher la vérité sur un assassinat. Sur mon chemin, une sirène nommée Saïd Dudin a cherché à me séduire par son chant. Mais ce chant était par trop strident.

Celui qui ne prend pas garde, à un tel moment, va devenir son propre prisonnier ; il va se laisser envoûter et va se trouver rapidement impliqué dans des affaires illégales qui vont l'exposer au chantage, ce qui est probablement le but. Si ce but est atteint, le tour est joué.

Le journaliste « honnête » qui tombe dans ce genre de piège n'a plus qu'à briser son miroir qui lui renvoie l'image d'un traître. Il ne lui reste plus qu'un choix restreint : soit il capitule, et il arrête d'écrire ; soit il devient une prostituée au service de medias dominants ou encore

un informateur qui se laisse manipuler pour accomplir d'autres missions.

Silvia Cattori : *Y a-t-il, selon vous, beaucoup de gens qui, par appât du gain, se laissent recruter par des services secrets pour mener des actions louches ? Quels conseils donner à de jeunes arabes —particulièrement visés au Moyen-Orient— qui pourraient, de bonne foi, être entraînés à coopérer avec des services de renseignement, sans savoir que ceux qui les approchent peuvent être des agents qui travaillent pour la CIA, le MI6 ou le Mossad ?*

Jürgen Cain Külbel : L'appât du gain est un levier efficace. Au sujet de Said Dudin, l'ancienne Sûreté de l'État est-allemande notait, en 1975 : « Suite à ses explications il doit recevoir une bourse élevée, puisque son loyer est d'environ 500 DM, et qu'il est constamment en voyage, par exemple en Angleterre, en France, en Italie, et un séjour au Caire pendant 7 mois, en 1974 et 2 mois à Moscou et à Beyrouth ». L'informateur de la Stasi déduisait à cette époque « que Dudin vit au-dessus de ses ressources financières et est soutenu et financé par d'autres services ou personnes. »

En effet, malheureusement, trop de gens acceptent de fournir des « informations », contre argent comptant, à certains de ces services. Si les informations qu'ils fournissent sont exactes est une autre histoire. Dans les services secrets, presque tout s'achète.

Le recrutement des informateurs et des agents, est une affaire spécifique et souvent sale. Dans leurs méthodes, les services secrets occidentaux se différencient à peine de ceux de l'ancien bloc de l'Est.

On ne peut pas ici formuler un avertissement ou apporter des recettes. Souvent aussi, les services secrets recrutent des gens qui ont un lien avec le crime, qui sont vulnérables au chantage et qui deviennent ainsi dociles. Ils se trouvent alors dans une situation de dépendance. Naturellement, il y a aussi des criminels par conviction qui sont prêts à toutes les fourberies.

Silvia Cattori : *Ces services de renseignement, qui corrompent des gens, ne constituent-ils pas une grave menace pour la démocratie et l'État de droit ? Les citoyens sont-ils en mesure de voir que leurs systèmes politiques ont un fonctionnement opaque ?*

Jürgen Cain Külbel : Les institutions de surveillance et de police des États poussent comme des champignons ; particulièrement dans les soi-disant démocraties. Naturellement, toujours sous la couverture de la « lutte contre le terrorisme » ; un slogan, que le Président Bush a claironné pendant des années dans le monde entier. Les droits fondamentaux et les libertés civiles qui, dans nos pays « démocratiques », ont été supprimées dans ce sillage, seront difficiles à reconquérir, même quand la sombre époque marquée par la politique de Bush fera partie du passé.

Silvia Cattori : *Vos révélations ont néanmoins eu un impact certain auprès de la commission onusienne sur une enquête que vous avez qualifiée de « biaisée » [7]. Votre contre-enquête a dû être dommageable pour le procureur Melhis. Est-il en mesure de vous faire taire ?*

Jürgen Cain Külbel : Mon livre a probablement été utilisé comme « preuve ». On lui attribue d'avoir conduit à d'autres « normes » dans l'enquête ; c'est-à-dire qu'on ne se focalise plus uniquement sur la Syrie, et qu'on envisage et prend en considération plusieurs autres hypothèses relatives aux coupables. Mais le Mossad n'a pas été jusqu'ici considéré comme un possible suspect, pas davantage que les faiseurs de démocratie de l'« United States

Comitee for a Free Lebanon » [8] et du gouvernement du Liban en exil, dirigé par le Mossad/CIA, avec siège à Jérusalem et Washington.

Quant aux possibilités de M. Mehlis de me faire taire : en effet, les chiens de garde sont extrêmement vigilants. Je m'en sens évidemment honoré ; l'avocat de Monsieur Mehlis est intervenu en septembre 2006 parce que le titre d'un de mes livres en cours de rédaction, ne le satisfaisait pas.

Mais l'« expérience » que j'ai vécue, avec la maison d'édition Homilius, était bien plus répugnante. Comme je l'ai dit, j'ai rompu en décembre 2005 avec Saïd Dudin. En mars 2006, Homilius passait un contrat avec lui, contre ma volonté, pour s'occuper des relations publiques touchant les éditions de mon livre parues en langue arabe. Ensuite, tout est devenu très désagréable. Moi, l'auteur, je n'ai touché aucun « droit d'auteur » pour la première édition de mon livre *Le Dossier Hariri* ; ma part s'est limitée à deux copies imprimées.

Il faut se poser la question : qui est avec qui dans ce cas, et pour quel objectif, et pourquoi des auteurs —pas seulement moi— sont-ils traités ainsi ? En réalité, cela a toujours été une pratique de l'adversaire politique de couler financièrement les auteurs gênants et de les réduire ainsi au silence. Et, naturellement, cela fait aussi partie des traits caractéristiques de la protection de l'État d'infiltrer des sources, pour gagner de l'influence et savoir à l'avance ce qui se mijote « d'explosif », dans les maisons d'édition de façon à pouvoir préparer la riposte.

Un autre exemple qui montre que, dans ce maquis de l'édition, quelque chose ne fonctionne absolument pas comme cela devrait : Saïd Dudin, l'homme des relations publiques de la maison d'édition Kai Homilius, a montré, le 7 mai 2006, l'arrogance avec laquelle il se permettait de mettre le gouvernement syrien dans le pétrin. Ce jour là, lors d'une conférence, à Damas, où je présentais la thèse de mon livre sur l'assassinat de Rafic Hariri devant des centaines d'auditeurs, des télévisions et des journaux internationaux, des ministres et ambassadeurs, j'avais à peine terminé que Dudin a pris le microphone et s'est emporté.

Le lendemain on pouvait lire, par exemple, dans le journal syrien *Al Sham News* : « Après l'exposé, le chercheur palestinien Saïd Dudin s'est exprimé avec violence et a appelé à attaquer les ambassades et intérêts occidentaux dans la région... » Le ministre de la culture, Dr. Riad Nassan Agha ...a précisé —en marge de la conférence— que ce qu'a déclaré Dudin n'était qu'une opinion purement personnelle. » De nombreux autres comptes-rendus de presse attestent de cette provocation monstrueuse.

Silvia Cattori : *Saïd Dudin aurait-il était chargé de se servir de cette tribune pour jeter de l'huile sur le feu, embarrasser les Syriens, et par-là même discréditer la thèse que vous exposez dans votre ouvrage ?*

Jürgen Cain Külbel : En effet, le gouvernement syrien dont le pays a été mis, avec l'Iran, depuis la guerre contre l'Iraq, tout en haut de la « liste noire » de l'administration Bush, a dû considérer qu'il s'agissait là d'une manœuvre. L'Iran, la Syrie et le Liban sont, au Moyen et au Proche-Orient, les seuls pays qui ne sont pas sous le contrôle direct ou indirect de l'Occident. Je vous laisse le soin de déterminer si Monsieur le « politologue » Dudin pourrait être un agent provocateur !

Silvia Cattori : *Le fait de vous sentir sous la surveillance permanente de services de renseignement ne vous décourage-t-il pas de continuer ?*

Jürgen Cain Külbel : Tout est une question d'habitude. J'ai appris à ne plus prendre trop au sérieux cet environnement « hostile ». Dès lors que je n'ai rien à dissimuler, je demeure détendu. Je suis amical et même je passe parfois le bonjour, à ceux qui écoutent secrètement mon téléphone. Comme je ne suis pas un auteur salarié, je jouis en outre de la liberté de pouvoir écrire les choses telles que je les vois et pas comme elles « doivent » être vues. C'est un privilège qui donne de la force.

Le journalisme devrait avoir pour mission d'informer, eu égard justement au rôle agressif que jouent les États-Unis et Israël dans l'Orient arabe. Mais, en Allemagne, il y a un problème particulier : on n'y critique quasiment pas l'État d'Israël. À cet égard, les partis politiques observent également une prudente réserve. Un journaliste qui ose briser ce tabou court le risque d'être anéanti professionnellement —à titre préventif— en qualité de « criminel antisémite » ou de « criminel nazi ». Les auteurs salariés, pro israéliens et pro américains, sont malheureusement partout à l'affût.

L'Allemagne se transforme actuellement, sous la chancelière Merkel [9], en un État qui fait peur. Son Ministre de l'Intérieur ferait pâlir George Orwell [10]. Sur le plan de la politique extérieure nous sommes associés à Tel Aviv et Washington ; nous sommes présents au Proche et au Moyen-Orient, en Afghanistan et s'il se pouvait, nous serions aussi présents en Iran, là où tout ce qui se passe est lié au pétrole et aux oléoducs ; nous nous battons, avec d'autres, contre tout ce que les autorités d'Israël et des États-Unis ont défini comme « terrorisme », même s'il n'existe pas. C'est pourquoi, dans notre pays, l'élite politique porte la responsabilité ; c'est donc elle —et non pas le peuple— qui a toujours eu en Allemagne un esprit moutonnier, qui court derrière les va-t-en-guerre avides de pétrole, et qui sous l'étendard de la « Démocratie », trompent les populations du globe, et les intoxiquent 24 heures sur 24 avec le prétendu « danger islamique ». Dans ce contexte, informer est ici, pour moi, une question d'honneur et d'éthique journalistique.

Silvia Cattori : *Vous rédigez actuellement un second livre sur les manipulations qui entourent l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri. Qu'avez-vous encore à révéler à ce sujet ?*

Jürgen Cain Külbel : Ce second livre pourrait avoir pour titre *Les poseurs de bombes de Beyrouth - Dissection de l'attentat contre Hariri*. À côté de mes propres réflexions, j'analyse les rapports des Commissions de l'ONU et je donne la parole aux experts ou scientifiques reconnus sur le plan international. Il est intéressant de lire les résultats des enquêtes des commissaires de l'ONU.

Je m'intéresse tout particulièrement à tous les crimes restés ignorés qui ont précédé l'attentat contre Hariri, et qui ont servi, comme quantité d'autres choses, à dissimuler les véritables circonstances et mobiles de l'attentat. De même j'ai pu rassembler d'autres informations en ce qui concerne le véhicule de l'attentat contre Rafic Hariri, un Mitsubishi Canter. Toutes ces choses manquent jusqu'ici dans l'énumération du procureur Belge ou n'ont pas été considérées.

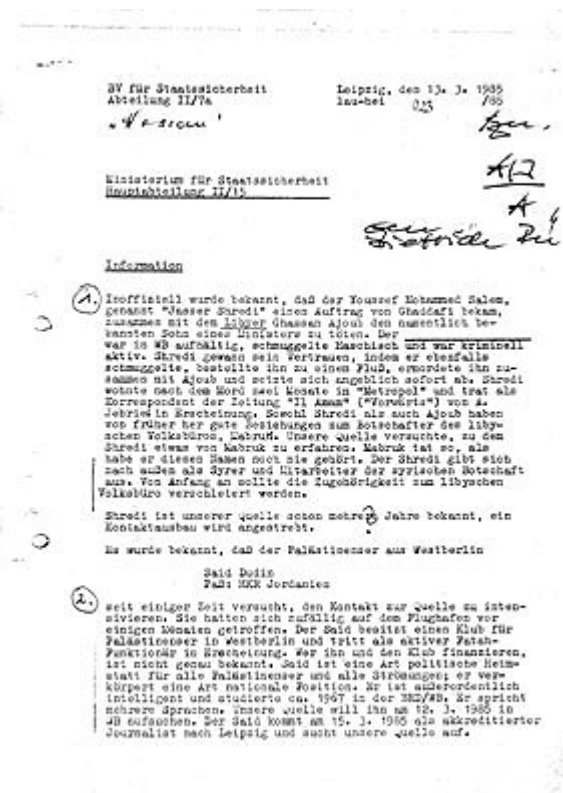
Je voudrais terminer le manuscrit avant la fin de la mission de Serge Brammertz, dont le mandat s'achève à la fin de l'année.

Ce livre, je vais le dédier aux victimes de ce spectaculaire massacre. On ne parle jamais d'eux. Des vingt tués et des cent blessés, ni des familles des victimes qui souffrent dans leur âme et dans leur cœur, depuis ce jour terrible de la Saint Valentin à Beyrouth en février 2005. Il s'agit en effet du meurtre de quantité de personnes, un fait qui semble déjà oublié et que l'ombre du milliardaire Rafic Hariri, manipulée politiquement en tous sens, menace d'effacer définitivement.

Silvia Cattori : *M.Kofi Annan, un diplomate rompu à la politique, devait parfaitement savoir que M.Bolton [11] engageait l'ONU vers la mise sur pied d'un tribunal qui devait servir les projets de déstabilisation de Tel Aviv et Washington ? D'après vous, pourquoi M. Annan s'est-il pliés à cela ?*

Jürgen Cain Külbel : Ban Ki-Moon, le successeur, me semble être un personnage plus dangereux ! N'a-t-il pas déclaré récemment : « Les troupes des États-Unis jouent le rôle principal au sein de la coalition en Irak, ce qui exige beaucoup de victimes de leur part. Personne ne peut nier que l'Amérique joue un rôle considérable dans la stabilisation de l'Irak. Nous devons savoir reconnaître cette contribution des États-Unis et les victimes qui y sont liées ».

Du rôle de Kofi Annan, j'en ai déjà parlé dans mon livre, *Le Dossier Hariri*. Il était peut-être devenu vulnérable au chantage, parce que son fils avait été impliqué dans le « pétrole contre nourriture ». Il aurait pu choisir de démissionner. Mais puisqu'il ne l'a pas fait, il est resté pris dans les rouages de la machinerie de l'ONU, qui est encore asservie aux USA.



Document de la Stasi : Partie 1
(Source : Hauptabteilung II, AG Ausländer, Berlin, 23.4.1983)

Es wurde bekannt, daß Said für 30 000,- DM die Promotion A für das PLO-Zentralrats-Mitglied Mohammed Abbas (Abu Masan) geschrieben hat. Masan studierte in der UdSSR.

Der Vater des Said wurde in Westjordanien als angeblicher Agent der Israelis entlarvt und erschossen. Said sagte sich offiziell von seinem Vater los.

Von mehreren Palästinensern in 48 wird vermutet, daß Said mit einem imperialistischen Geheimdienst, evtl. auch KGB, des Verfassungsschutzs, zusammenarbeiten soll.

1-4 Unsere Quelle suchte die libyische Botschaft in den letzten 14 Tagen nicht auf. Aber bereits vor 14 Tagen äußerte der libyische Konsul, man werde an der Leipziger Messe nicht teilnehmen, da die Vorbereitungen nicht zeitig genug getroffen wurden, und es sei nicht mehr zu schaffen. Man werde sich im Herbst an der Messe beteiligen. Insgesamt wurde nichts bekannt, daß das Verhältnis Libyen - DDR von libyischer Seite in irgendeiner Weise als gestört betrachtet werden kann.

Der Palästinenser Ihsa Salim soll an der PLO-Botschaft als Diplomat eine Beschäftigung bekommen. Wegen schlechter Leistungen und Diszipliniertheitsmängeln wurde er vom Studium amstrahliert. Er hat eine ungeprüfte diplomatische Position, seine Akkreditierung sollte nach Mitteilung der Quelle intensiv geprüft werden.

Als Anlage übersende wir Ihnen zwei Flugblätter der DFLP. Ein Flugblatt wurde auf der bereits eingeschickten Veranstaltung der DFLP in Leipzig verteilt. Das andere enthält den Inhalt des Vertrages von Jordanien mit Arafat. Der einseitige, der Kontrolle von dem Vertrag getaucht habe, sei Hauptthema gewesen. Er habe sich entschlossen, gegen den stillen Anlauf des Vertragsinhalts zu veröffentlichen.

Schafwache
deser Wankschamp 701

der Abteilung II

Stabschef
Oberleutnant

Document de la Stasi : Partie 2

(Source : Hauptabteilung II, AG Ausländer, Berlin, 23.4.1983)

Traduction Monica Hostettler.

[1] Mordakte Hariri, Unterdrückte Spuren im Libanon, par Jürgen Cain Külbel. Edition Zeitgeschichte Band 34, 2006 (ISBN 3-89706-860-5)

[2] « [La commission Mehlis discréditée](#) », par Talaat Ramih, Réseau Voltaire, 9 décembre 2005.

[3] Bundesverdienstkreuz 1.Klasse.

[4] Ministerium für Staatssicherheit de l'ex-République démocratique allemande.

[5] Un rapport du *Ministerium für Staatssicherheit* (MfS ou Stasi) indique que : jusqu'en 1974 Dudin était recensé au département XII du MfS [Ministerium für Staatssicherheit] für HA PS/AIG. Le matériel a été transmis par ce département aux organes de sécurité soviétiques en octobre 1974. D'après une mention du BV Potsdam, Abt. II du 9.9.78 il serait presque sûr que Dudin devait travailler inofficiellement pour les « amis ». Source : Hauptabteilung II/15, Auskunftsbericht zu den Palästinensern Dudin, Hassan und Dudin, Said, Berlin, 10. Februar 1983, p. 2.

Puisque les « amis » (manifestement le KGB) avaient demandé les dossiers, les fonctionnaires de la sûreté de l'Etat de RDA en déduisaient, en février 1983, que Dudin travaillait pour le KGB. Mais, deux mois plus tard, en avril 1983, cette conclusion précipitée avait changé. (Voir note suivante).

[6] Un rapport des services secrets de l'ancienne Allemagne de l'Est, Stasi, indique que Dudin est « un agent du LfV [Landesamt für Verfassungsschutz] Berlin Ouest et (ou) de la CIA. (Voir documents reproduits en fin d'article) Dudin, Said est pour le HVA

[Hauptverwaltung Aufklärung – Auslandsspionage], Abt. II/2 collaborateur 326 (camarade Bauch) recensé... « Dudin a des possibilités d'espionnage excellentes dans l' OLP. En outre, la possibilité d'un jeu double en collaboration avec le MfS doit absolument être considérée. »
Source : Hauptabteilung II, AG Ausländer, Berlin, 23.4.1983.

Le Département II, du Ministère de la sûreté de l'État (Ministerium für Staatssicherheit), désigné ici comme source, était responsable du contre-espionnage à l'intérieur et à l'extérieur de la RDA et était subordonné directement au Ministre Erich Mielke. Parmi les tâches qu'il devait accomplir figurait, entre autre, la découverte et le contre-espionnage à l'égard des offensives des services secrets visant la RDA dans les domaines politique, militaire et économique, ainsi que les investigations sur les organisations qui travaillaient contre la RDA. Ce Département HA II, avec ses propres agents, a pu infiltrer les centrales des services secrets occidentaux. L'information a alors été soulevée de nouveau par l'autre côté le 13 mars 1985 : « Plusieurs Palestiniens de Berlin Ouest supposent que Saïd travaille en collaboration avec un service secret impérialiste, éventuellement aussi avec le Verfassungsschutz. (Direction de la sécurité du territoire de l'Allemagne de l'Ouest) »
(Source : BV für Staatssicherheit, Abteilung II/7a, Leipzig, den 13. März 1985, 2 Seiten)

[7] « [Attentat contre Rafic Hariri : Une enquête biaisée ?](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 15 septembre 2006..

[8] « [Les plans de l'US Committee for a Free Lebanon](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 8 mars 2005

[9] « [Angela Merkel, une néo-conservatrice à la présidence de l'Union européenne](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 janvier 2007.

[10] « [Les limites de l'arbitraire sont dépassées](#) », *Horizons et débats*, 23 juillet 2007.

[11] « [John Bolton et le désarmement par la guerre](#) », *Réseau Voltaire*, 30 avril 2004.

Silvia Cattori est journaliste indépendante en Suisse.

La source originale de cet article est [Réseau Voltaire](#)
Copyright © [Silvia Cattori](#), [Réseau Voltaire](#), 2007

Articles Par : [Silvia Cattori](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca